

| | | | |
|--|---|--|--|
| | | | <input type="checkbox"/> |
| <u>Connectivité</u> Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
| Migration (méthodologie en cours de développement) | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement) | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Covid-19 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET | | | |
| 12. Montants concernés | Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 20 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 20 000 000 EUR | | |
| GESTION ET EXÉCUTION | | | |
| 13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion) | Gestion indirecte avec des entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1. | | |

1.2. Résumé de l'action

La présente action s'inscrit dans le cadre du premier domaine prioritaire gouvernance, paix et sécurité de notre programme indicatif pluriannuel et vise à promouvoir la bonne gestion des finances publiques et la mobilisation des ressources fiscales domestiques, notamment minières, afin d'accroître les recettes de l'État en vue de la mise en œuvre des politiques publiques, tout en luttant contre la corruption.

Elle assure la continuité des programmes d'appui au secteur de la gestion des finances publiques de l'UE en RDC - Projet d'appui à la modernisation des finances publiques et projet d'interconnexion des régies financières en RDC – menés sous les 10^e et 11^e FED, et en coordination avec les principaux acteurs internationaux du secteur, dont l'Agence française de développement (AFD), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BA). Cette action s'inscrit dans le cadre de la réforme menée par le nouveau gouvernement congolais dans le domaine de la gouvernance et répond à l'un des points essentiels de son accord avec le FMI sur un programme triennal. La présence active de l'Union européenne à la table de la réforme des finances publiques est une nécessité pour reconstruire les conditions de durabilité de nos actions dans tous les domaines prioritaires.

Le pays connaît en effet un très faible niveau de recettes courantes avec une pression fiscale qui ne dépasse pas 8 à 10 % du PIB selon les années, très en-dessous du niveau nécessaire pour financer le fonctionnement de l'État, le développement économique et la lutte contre la pauvreté. La faiblesse des recettes est liée d'une part à une base fiscale étroite en raison du faible nombre d'entreprises et d'investisseurs dans un climat des affaires actuellement délétaire. Mais d'autre part aussi en raison d'une trop faible collecte des recettes consécutive à des actes de corruption, une gestion archaïque des informations fiscales facilitant les détournements et les exonérations abusives, à une dispersion de ces informations sur plusieurs régies financières échangeant peu les données et enfin à une capacité réduite de la Banque centrale, du ministère des finances et des institutions de contrôle à vérifier et valider les données sur les recettes. Le secteur minier est particulièrement concerné, étant entendu qu'il représente près de 30 % des recettes de